



# Compte-rendu de la réunion de réseau lutte contre les discriminations

*Du 22 juin 2022, 9h en visio-conférence*

## *Participants :*

- ✓ AL BOURKI Allal, Référent discriminations Ressources Humaines, Ville de Grande-Synthe
- ✓ BOUDAUD Nassim, Chargé de mission cohésion sociale, MEL (excusé)
- ✓ CHANTRELLE Jean-Christophe, Chargé de mission, CAMVS
- ✓ DE BASTIANI Alicia, Responsable Habitat, CALL
- ✓ DEQUIN Ingrid, Responsable du pôle prévention des discriminations, IREV
- ✓ DE NEVE Rémi, Chef de projet Politique de la ville, CAPH
- ✓ DEVROE Christelle, directrice politique de la ville, Ville de Grande-Synthe
- ✓ ELKHADIRI Karima, Chargée de mission, IREV
- ✓ GLORIA Séverine, Chef de service politique de la ville coordo CLSPD, Mairie d'Ostricourt
- ✓ GUILLOTTE Cindy, Chargée de mission, IREV
- ✓ GUILMIN Stéphanie, Chargée de mission cohésion sociale politique de la ville, MEL
- ✓ HERNANT Alexandre, Chargée de mission Politique de la ville, CABBALR
- ✓ HENOT Caroline, Chargée de mission Cabinet PDEC, Préfecture du Nord
- ✓ KHAY Jamal, Chef de service Politique de la ville et accès aux droits, CUD (excusé)
- ✓ LAQUAY Juline, Stagiaire au Pôle prévention des discriminations, IREV
- ✓ MAGNIER Justine, Cheffe de projet politique de la ville et accès aux droits et développement social urbain, ACSO
- ✓ MOUTIER François, Coordinateur régional CRAJEP, Hauts-de-France
- ✓ MESLIL Zaïna, Chargée de mission, CALL
- ✓ NOEL Julie, chargée de mission éducation, citoyenneté, prévention cohésion sociale, CAVM
- ✓ TINANT Lorraine, Cheffe de projet droit au logement et peuplement, MEL
- ✓ WAGNON Anne-Sophie, Chargée de mission vie associative, Ville de Tourcoing

## *Ordre du jour*

### **1<sup>ère</sup> Partie : Actualités locales**

1. Retour sur la rencontre du 22 février
2. Présentation de la fiche outil sur l'évaluation des politiques locales de lutte contre les discriminations
3. Actualité des territoires sur la thématique avec un témoignage de la CAPH

### **2<sup>ème</sup> partie : Suites et applications locales du webinaire proposé par l'IREV et consacré à la « mesure territoriale des discriminations » du 24 mars**

1. Présentation de la synthèse et du webdocumentaire dédiés à la mesure territoriale des discriminations
2. Expériences des territoires sur l'objectivation des discriminations avec un témoignage de la CALL sur une enquête de perception sur les discriminations dans le logement
3. Perspectives

## *Mots d'introduction*

L'IREV propose en 2022 au réseau des acteurs publics territoriaux 3 réunions de réseau dédiées à la thématique de la prévention des discriminations. La première a eu lieu le 22 février. Celle d'aujourd'hui est la seconde.

- Conformément aux besoins exprimés, les objectifs de ces demi-journées sont de : Partager, d'échanger et de découvrir entre pairs des informations et des expériences sur la thématique ;
- Bénéficier d'apports méthodologiques notamment sur la question du diagnostic, de l'animation territoriale et de l'évaluation.

Ce nouveau format s'adresse aux techniciens et techniciennes de l'Etat et des collectivités.

La prochaine rencontre régionale est prévue en octobre.

## Première partie de réunion : actualités du réseau régional

### ✓ Retour sur la réunion de réseau du 22 février

#### Conf CR réunion de réseau du 22 février

La rencontre du 22 février a été l'occasion de :

- De faire un point sur l'avancement des démarches locales avec les territoires représentés
- De présenter le processus d'évaluation prévu dans le cadre de la démarche égalité femmes-hommes développée par Valenciennes Métropole

*Avec Julie NOEL, Chargée de mission Éducation, Citoyenneté, Prévention et Marion SEVRIN, chargée de mission Égalité Femmes-Hommes à Valenciennes Métropole.*

- De découvrir un outil d'auto-évaluation de sa politique publique locale de prévention des discriminations l'échelle de maturité sur la plateforme EgalITER

*Avec Nadia HAMADACHE du cabinet concept RSE*

- De dresser un bilan de la plateforme antidiscriminations.fr un an après son lancement

*Avec Déborah FACON, chargée de mission au Défenseur des droits*

### ✓ Présentation de la fiche outil sur l'évaluation des politiques locales de lutte contre les discriminations

Julie LAQUAY, Stagiaire à l'IREV

Lors de la dernière rencontre régionale, Nadia Hamadache du cabinet Concept RSE, avait présenté l'échelle de maturité, un outil destiné à faciliter le pilotage et l'évaluation des politiques publiques de prévention et de lutte contre les discriminations.

L'IREV a depuis, retravaillé sur une **adaptation de l'échelle de maturité**, qui permettrait à votre collectivité d'évaluer les **axes Égalité femmes-hommes** et **Lutte contre les discriminations** du contrat de ville.

La fiche outil comporte deux parties :

- Une présentation de l'échelle de maturité
- Et l'adaptation de l'outil à l'évaluation des contrats de ville.

La seconde partie propose une aide à la construction d'un mini-référentiel dédié. Cette auto-évaluation est décomposée en plusieurs parties :

- Domaines : Identiques à l'échelle de maturité
- Questions évaluatives proposées par l'IREV
- Sous-questionnements évaluatifs issus de l'échelle de maturité avec des propositions d'adaptation au contrat de ville

- Une aide à la construction de critères et d'indicateurs
- Une identification de sources possibles

Et l'on retrouve ces différentes parties adaptées aux sept domaines d'évaluation :

- L'engagement
- Les moyens dédiés
- L'organisation
- La communication
- La mobilisation des parties prenantes
- La mobilisation du droit
- L'observation des discriminations

Cette fiche outil est consultable [ici](#).

## ✓ Réactions

Karima ELKHADIRI, IREV

Le cabinet Concept RSE a développé un outil destiné à faciliter le pilotage et l'évaluation des politiques publiques de prévention et de lutte contre les discriminations : l'échelle de maturité. Cet outil constitue un premier pas pour l'évaluation et pose des bases pour construire les questions évaluatives dédiées aux axes de lutte contre les discriminations et à l'égalité femmes-hommes (sauf pour le volet violences faites aux femmes).

L'IREV a travaillé à une proposition d'adaptation de l'échelle de maturité au cadre des contrats de ville. La fiche-outil proposée par l'IREV est une aide à la construction d'un « mini-référentiel ». L'IREV est à disposition pour ce faire.

Zaïna MESLIL, CALL

Ce n'est pas un axe qui a été choisi pour l'évaluation actuelle du Contrat de ville. Cependant, ce document, nous sera utile pour l'évaluation à 3 ans de notre plan de lutte signé en 2021.

## ✓ Témoignage de Rémi DE NEVE, CAPH sur la démarche de qualification des acteurs locaux

La CAPH et l'Etat local ont choisi d'investir la thématique de la lutte contre les discriminations avec l'appui en juin 2021. La première étape était **d'accompagner la montée en compétences des acteurs**.

En octobre 2021, un plan d'action de formation pour les **élus, professionnels de politique de la ville, les porteurs de projet et des habitants** a été élaboré.

Les **actions de qualifications des professionnels** se sont mises en œuvre en mai et juin et 2022 en deux temps :

- Un premier cycle à destination des professionnels intercommunaux et communaux de la politique de la ville en mai
- Un second cycle à destination des professionnels de centre sociaux et maison de quartier

**Le premier cycle a permis d'outiller les participants pour pouvoir eux-mêmes sensibiliser les porteurs de projet, leurs collègues, leurs élus ; c'était une sorte de « mini-formation formateurs ». Le cycle a permis aux participants de savoir répondre aux objections sur la thématique Très concrètement ce 1er cycle a permis la co-construction d'une grille**

### **d'analyse des projets Politique de la ville à l'instar des grilles de cotations élaborées dans le cadre de l'égalité femmes-hommes.**

Cette grille va être expérimentée sur le territoire par les acteurs, on se retrouvera en octobre pour les retours d'expériences.

Une fois les acteurs publics de la Politique de la ville formé et outiller, **une session de qualification a été proposé aux centres sociaux et maisons de quartier**, des porteurs de projet incontournables sur le territoire. La formation proposée mobilisait **l'art comme levier d'expression** des habitants sur les discriminations.

La première étape était la formation des acteurs. et maintenant, quelles sont les suites ?

Un projet réunissant l'ensemble des centres sociaux va voir le jour à la rentrée 2022 sur les questions de discriminations liées à l'orientation sexuelle et l'identité de genre. Le projet va articuler une exposition itinérante, des quizz, des débats mouvants. Le projet se clôturera par un temps fort de type ciné-débat...

[Consultez la vidéo de valorisation des cycles de qualification](#)

## ✓ Réactions et échanges

Karima ELKHADIRI, IREV

Au niveau régional, **notre ambition est de pouvoir partager les outils expérimentés sur le territoire de la CAPH avec le réseau régional**. En effet, les productions des accompagnements individualisés doivent pouvoir bénéficier à l'ensemble du réseau notamment la **grille de questionnements des projets PDV** au dernier trimestre 2022.

Justine MAGNIER, ACSO

L'ACSO a finalisé son plan de lutte contre les discriminations en fin 2021. Dans le cadre de l'élaboration du PTLCD, les membres du groupe ressource (collectivités et associations/éducation national/tribunal...) ont bénéficié d'une formation d'une journée. Le groupe ressource a été transformé en COTECH en chargé du suivi du plan. Le plan est en cours de déploiement. Un premier COTECH a eu lieu en janvier 2022, le second est prévu en juin.

Un plan de formation est en cours : les agents territoriaux en situation d'accueil seront formés à l'accueil non discriminant.

Concernant la sensibilisation des habitants, des expositions et des jeux ont été acquis. Des supports sont mobilisés sur le territoire par l'animatrice de la Maison de la Justice et du Droit.

Le plan de lutte prévoit également la sensibilisation des élus prochainement dans le cadre d'un séminaire.

Le plan a été présenté à tous les DGS des communes membres.

Jean-Christophe Chantrelle, CAMVS

L'évaluation du PTLCD est en cours de finalisation.

Exemples d'actions menées récemment :

- ciné-débat autour de « Debout les femmes » lors de la journée des droits des femmes
- animation de la semaine de lutte contre le racisme et l'antisémitisme (expo « Remember », jeux coopératifs avec le pas de côté...)
- actions lors de la journée de lutte contre l'homophobie : ex passage piétons peint par les jeunes aux couleurs LGBT

Poursuite de la sensibilisation dans les collèges et lycées par les membres du collectif.

Un testing a été mené sur les discriminations dans le logement privé, la mobilisation des acteurs concernés reste complexe.

Le collectif s'est un peu essoufflé, il faut envisager un élargissement notamment aux habitants.

Il y a une volonté d'avoir un collectif LCD jeunes.

La CAMVS est dans une phase de restructuration et de renouvellement de la dynamique.

François MOUTIER, CRAJEP

Prise de poste récente sur la question du numérique. **Une recherche action sur jeunes et numérique a été menée.** Retrouvez les résultats [ici](#).

Les discriminations en ligne notamment dans l'emploi sont soulignées. Les algorithmes reproduisent les discriminations notamment dans la sélection de CV. Le numérique aggraverait les discriminations.

Le CRAJEP propose des modules de formation en lien avec l'EMI.

Alexandre HERMANT, CABBALR

Finalisation feuille de route lutte contre les discriminations en fin 2021. L'actualité de l'évaluation des contrats de ville a percuté la démarche.

Les élus souhaitent inscrire cette thématique dans la prochaine contractualisation et projet de territoire.

La montée en compétences des acteurs professionnels et la sensibilisation des habitants sont privilégiées cette année.

## Deuxième partie : suites et applications locales du webinaire consacré à la mesure territoriale des discriminations

✓ **Sortie du dossier ressource sur la mesure territoriale des discriminations.**

Juline LAQUAY, Stagiaire à l'IREV

Ce second temps, sera consacré à la question de la mesure territoriale des discriminations. Cette question de la mesure est apparue comme l'une de vos **préoccupations dans l'élaboration de politique locale et aussi comme l'un des leviers pour mobiliser élu, partenaires, habitants...**

Un webinaire y a été consacré en mars dernier et depuis, l'IREV propose [une page ressource](#) sur cette thématique.

Au sein de la synthèse, vous allez pouvoir retrouver une retranscription des interventions avec à la fois :

- L'ouverture réalisé par Martin Clément pour le Défenseur des droits, qui a rappelé la nécessité de se doter d'un outil national d'observation des discriminations et 2 leviers d'actions des CT à savoir les politiques publiques et les leur politique RH interne.
- Le cadrage scientifique de Patrick Simon qui a dressé un panorama des méthodes mobilisables par les CT sous conditions de seuil et de respect des lois sur la protection des données :
  - L'analyse des écarts inexpliqués, les testings, les enquêtes de psychologie expérimentale et l'étude de la perception des discriminations) et des enseignements

Ce webinaire a été l'occasion de rappeler, contrairement à une idée reçue, que si les statistiques ethniques sont encadrées, la mesure des discriminations liées à l'origine est loin d'être impossible.

La table ronde organisée autour des pratiques et retours d'expériences réunissait :

- Zaina Meslil et Sophie Mollet (respectivement chargée de mission et responsable Cohésion sociale à la CALL) (démarche sur laquelle on reviendra dans la suite de la réunion) recherche action

- Ariane Cousin (Chargée de mission LCD à Rennes Métropole) qui est intervenue sur le renouvellement du plan d'action de prévention des discriminations en 2017 de RM.
  - Juliette Griffond, Directrice de la mission égalité et diversité au conseil départemental de la Seine-Saint-Denis, qui a présenté les baromètres des discriminations et l'observatoire des discriminations et de l'égalité mis en place par le Conseil Départemental de la Seine-Saint-Denis
- et Eric CEDIEY qui en tant que Directeur d'ISM Corum accompagne des territoires sur la question de la mesure.

En complément de la synthèse et du replay, l'IREV vous propose un webdocumentaire qui condense et complète les informations données par le webinaire en apportant d'autres éléments de réponses sur les enjeux et les méthodes. On y aborde notamment d'autres exemples d'appropriations locales pour chacune des méthodes.

<https://irev.fr/thematiques/discriminations-egalite-laicite/mesure-territoriale-des-discriminations-irev-vous> (**page du dossier ressource**)  
<https://www.youtube.com/watch?v=Vvhvr9q2yZA> (**Replay sur Youtube**)  
<https://express.adobe.com/page/mBei1mRYbBJV4/> (**webdocumentaire**)  
[https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese\\_webinaire\\_mesure\\_territoriale\\_des\\_discriminations.pdf](https://irev.fr/sites/default/files/atoms/files/synthese_webinaire_mesure_territoriale_des_discriminations.pdf) (**synthèse**)

## ✓ Témoignage de la CALL sur l'enquête de perception des discriminations dans le logement en cours.

Alicia DEBASTIANI, responsable habitat

La CALL s'est engagé s'engager dans **l'élaboration collective d'un plan territorial** de lutte contre les discriminations (PTLCD) adossé au CISPD à l'échelle des 36 communes de la CALL et en particulier en direction des habitants des 19 communes inscrites en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville (QPV).

La CALL a bénéficié en 2021 d'un accompagnement méthodologique assuré par le cabinet ExtraCité (financement à 100 % par l'Etat). Les travaux menés à ce jour ont permis de dégager des objectifs et de mobiliser les partenaires.

**Un groupe ressource appelé « collectifs de répliants » s'est constitué.** Il est composé de divers acteurs du territoire (CALL, communes, la MJD, la MHD, l'IREV, bailleurs sociaux, opérateurs du logement ...). Ce collectif a pour mission de suivre la mise en œuvre du plan de lutte contre les discriminations. Il se réunit une fois par mois. L'un des premiers objectifs de ce collectif est **d'objectiver** le phénomène sur le territoire. Le premier champ investigué est celui du **logement**. La méthode choisie par le collectif est **une enquête de perception des discriminations dans le logement par les habitants. Tous les habitants de la CALL peuvent y participer.**

Les lieux identifiés sont la maison de l'habitat durable, la maison de la justice, des CCAS, des accueils communaux, le CLLAJ...

**L'IREV a accompagné le collectif pour la construction et la passation du questionnaire et a animé un atelier de sensibilisation auprès des personnes qui organisent la passation du questionnaire auprès des habitants.**

**Cette enquête vise à construire un plan d'action adapté.**

À la suite de cette enquête le collectif sera accompagné durant un an pour approfondir la formation, l'observation et construire des outils communs

Le questionnaire est finalisé et testé, la passation se déroulera durant la période estivale. Durant la période de test du questionnaire, les personnes interrogées l'ont très bien accueillis et étaient satisfaites de pouvoir s'exprimer sur cette question. Pour la MHD, le test a soulevé des besoins dans l'accompagnement des propriétaires bailleurs qui peuvent « avouer » être parfois discriminant dans le choix de leur locataire...

**Le travail mené dans le cadre des réunions du collectif de répliquants porte déjà ses fruits. La question de la prévention des discriminations est soulevée par les acteurs membres dans d'autres espaces.** Par exemple, lors d'une réunion sur l'habitat indigne animée par la MHD, cette question a émergé spontanément récemment alors que jamais elle n'avait été évoquée auparavant dans cet espace.

### Consultez le questionnaire

## ✓ Réactions et échanges

Stéphanie GUILMIN, chargée de mission cohésion sociale, MEL

**Un testing à l'emploi a été récemment mené sur notre territoire par le laboratoire TEPP : le testing MELODI.**

Cette étude présente les résultats d'un test multicritère permettant de croiser les effets du genre, de l'origine et de l'adresse, à l'échelle la Métropole Européenne de Lille, qui réunit 95 communes et plus d'un million d'habitants. Le test a été réalisé pour le domaine professionnel des assistants de gestion, sur un échantillon de 3000 recruteurs tirés au sort au sein de l'ensemble des unités légales de la zone, auxquelles nous avons adressé 6000 candidatures au début du mois d'octobre 2021.

**L'étude pointe une perte de chance significative pour les hommes avec des noms d'origine maghrébine habitant en QPV.**

Les résultats seront prochainement restitués auprès des acteurs locaux de l'emploi.

Karima ELKHADIRI, IREV

Dans l'idée, cette année nous souhaiterions **poursuivre les échanges et la qualification sur cette question de la mesure sous la forme d'une journée d'accompagnement collectif.**

Est-ce que cette perspective vous intéresse ? quels seraient vos besoins sur cette journée ?

Cindy GUILLOTTE, Ville de Dunkerque

Concernant les testing, il serait intéressant de s'intéresser lors de cette journée au **testing en tant que restauration du pouvoir d'agir des habitants.** [Une émission de Radio Moulins](#) du 18 mai en présence du collectif KIF KIF rappelait l'origine de cette méthode.

Karima ELKHADIRI, IREV

Nous allons réfléchir à comment intégrer cette proposition dans la journée d'accompagnement proposée. Les testing évoqués par la MEL et la CAMVS sont des **testing pédagogiques** qui n'ont pas vocation à être utilisé devant un juge.

Le **Défenseur des droits** a réalisé une fiche pour évoquer les modalités à respecter pour qu'un testing soit valide devant un juge.  
<https://www.defenseurdesdroits.fr/sites/default/files/atoms/files/fiche-testdiscipreuve-num-08.04.20.pdf>

## ✓ Les perspectives pour le pôle prévention des discriminations

Karima ELKHADIRI, IREV

Questionnements sur le format proposé pour les réunions de réseau lutte contre les discriminations :

- Visio ou présentiel
- Durée
- Fréquence

### *Réactions*

Le format visio semble convenir aux participants, néanmoins la durée est questionnée et est jugée trop longue.

La prochaine réunion de réseau aura lieu au dernier trimestre 2022 en prenant en compte les remarques et les attentes.

Ingrid DEQUIN, responsable du pôle prévention des discriminations, IREV

Pour les perspectives du pôle prévention des discriminations, l'IREV, propose un parcours qualifiant sur **mixité sociale et scolaire** afin d'accompagner des territoires mobilisés sur ces enjeux à :

- Cerner les problématiques liées aux ségrégations socio-spatiales ;
- Appréhender les enjeux de mixité scolaire et résidentielle ;
- Identifier les leviers et leurs limites ;
- Porter un regard local autour d'acteurs mobilisés et de leurs expérimentations inspirantes.

Ce parcours comporte **3 sessions, complémentaires** et interdépendantes, qu'il est fortement recommandé de suivre dans sa totalité.

Le parcours vise à rassembler, pour chaque territoire, différents professionnels et institutions : collectivités locales (directions habitat, Renouvellement urbain, éducation, politique de la ville, prévention des discriminations), services de l'Etat (Education nationale, délégué du préfet, DDT...), les bailleurs sociaux, les Départements et la Région Hauts-de-France.

**Session 1 : Webinaire introductif** : « La mixité sociale à l'école : Enjeux et défis » /le mardi 21 juin 2022-14H00-16H00

**Session 2 : Visite de site** (5 juillet de 9h30 à 12h )/Lieu : quartier chasse Royale à valenciennes.

L'IREV vous propose de rencontrer un territoire pro-actif sur le sujet de la mixité sociale et scolaire. Engagé de manière historique dans la rénovation urbaine, le travail conjoint mené au service du quartier chasse Royale à Valenciennes, site d'intérêt national a permis des investissements successifs qui témoignent d'une prise en compte systémique des enjeux de mixité.

**Session 3 : Cycle de qualification**



Cette session est consacrée aux journées de qualification (en présentiel)

Le mardi 20/09/2022 : Les enjeux de la mixité résidentielle au sein des QPV, une injonction protéiforme, aux effets contrariés et limités sur la composition sociale et ethnique des établissements scolaires.

Le mercredi 21/09/2022 : Mixité scolaire et Politique de la ville, sous quelles conditions peut-on renforcer l'attractivité des établissements ?

Le jeudi 6/10/2022 Les parents, acteurs de la mixité ? Les enjeux d'une approche interculturelle au sein des relations éducatives

**[En savoir plus](#)**